

**Convention collective**

**IDCC : 9613. – BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE  
ET DES PÉPINIÈRES**

**(Orne)**

**(24 septembre 1969)**

(Étendue par arrêté du 6 octobre 1972,  
*Journal officiel* du 3 novembre 1972)

---

**AVENANT N° 67 DU 30 JANVIER 2019**

NOR : AGRS1997154M

IDCC : 9613

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne FDSEA 61,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

Fédération CFTC-Agri ;

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT de Normandie ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Lors de la commission mixte du 17 janvier 2018, les partenaires des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie, des exploitations horticoles et des pépinières de l'Orne ont validé le rapprochement des accords de prévoyance complémentaire.

Le présent avenant entérine cette décision et concerne la suppression des dispositions relatives aux garanties de prévoyance prévues dans la convention collective de travail du 24 septembre 1969 des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières du département de l'Orne.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Suppression des dispositions prévoyance de la convention collective*

Les articles 14 *bis* « Indemnisation des arrêts de travail et des invalidités » et 39 « Décès » de la convention collective de travail du 24 septembre 1969 des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières du département de l'Orne sont abrogés.

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

La prise d'effet du présent avenant est subordonnée à l'entrée en vigueur de l'avenant n° 7 du 17 janvier 2019 à l'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie et des exploitations horticoles et pépinières de l'Orne.

Ce dernier prendra effet au premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et au plus tôt le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

## **Article 3**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Seine-Maritime de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie.

Fait à Alençon, le 30 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)